

## Les producteurs antillais de bananes engrangent des soutiens

© 05/04/2017 |  Terre-net Média

**Plusieurs organisations agricoles nationales dont la FNSEA se sont jointes mercredi à la campagne des producteurs de bananes de Guadeloupe et Martinique, qui dénoncent une « concurrence déloyale » des produits bio importés des pays hors UE.**

L'Union des groupements de producteurs de bananes (UGPban) et la Fédération française de la coopération fruitière, légumière et horticole (FELCOOP) ont annoncé lors d'une conférence de presse l'envoi d'**une pétition** au ministre de l'agriculture Stéphane Le Foll et au commissaire européen à l'agriculture Phil Hogan, pour réclamer que **les produits bio importés des pays tiers** (toutes catégories) soient soumis aux mêmes obligations que celles imposées aux **agriculteurs bio** dans l'Union européenne.

Fin février, la filière de la banane antillaise avait lancé une campagne de communication où elle se présentait comme « mieux que bio ». Elle a été condamnée quelques jours après à retirer cette campagne par la justice, saisie par le syndicat de l'agroalimentaire bio (Synabio). Intitulée « oui au bio strictement conforme, non au bio "équivalent" », la pétition lancée mercredi est signée par de nombreuses autres organisations agricoles dont Coop de France, la **FNSEA**, ainsi que des fédérations de coopératives espagnole et italienne.

Selon l'UGPban, les produits bio venant de pays tiers, par exemple les bananes d'Amérique du sud, sont labellisés bio selon la réglementation de leur pays d'origine, et sont ensuite considérés bio en Europe par « équivalence », alors qu'ils sont traités avec **des produits phytosanitaires interdits par l'Europe**.

Les bananes produites par les 600 producteurs de l'UGPban en Guadeloupe et en Martinique ne sont pas bio, mais en 10 ans, ce derniers ont fait un énorme effort pour réduire les quantités de pesticides (- 61 % de 2006 à 2016). Un effort mis à mal, disent-ils, par ces nouveaux concurrents.

Les bananes françaises vendues sous le label conventionnel dans les grandes surfaces métropolitaines « sont les plus chères du rayon et ont comme concurrentes ces fameuses bananes bio qui sont en fait du faux bio vendu au prix du vrai », a expliqué le président de l'UGPban, Eric de Lucy, dénonçant ainsi une « concurrence déloyale ».

Au delà du label bio, ces plantations sud-américaines bénéficient également d'un coût du travail très inférieur aux départements d'outre-mer. « Nous défendons une production qui fait vivre 10.000 personnes » a rappelé M. de Lucy. Selon lui, les ventes de bananes bio représentent en France 8 à 10 % des ventes totales de bananes, qui atteignent 560.000 tonnes par an, et progressent « de 7 à 8 % par an ».

Pour le Synabio ces « attaques qui visent non seulement les opérateurs de la bio mais aussi toute la chaîne de contrôle - certificateurs, organismes d'accréditation, répression des fraudes et Commission européenne - sont particulièrement graves », indique-t-il dans un communiqué. « Seuls des traitements naturels d'origine minérale, végétale ou animale ou des préparations de micro-organismes peuvent être utilisés en pays tiers », selon le Synabio qui assure que cela fait « l'objet de contrôles réalisés au moins une fois par an chez les producteurs par des organismes certificateurs indépendants ».